

Les politiques dans la justice transitionnelle : évaluation de la Commission péruvienne de la vérité et de la réconciliation – dix ans après

Projet dirigé par l'Instituto de Estudios Peruanos (IEP) – Pérou

Résumé

À l'occasion du dixième anniversaire du rapport final de la Commission de la vérité et de la réconciliation (CVR) du Pérou, l'IEP, l'Université Antonio Ruiz de Montoya (UARM) et l'Institut de la démocratie et des droits de l'homme de l'Université catholique pontificale du Pérou (IDEH-PUCP) ont uni leurs forces pour revenir sur l'avancée et les difficultés en matière de vérité et de mémoire de la CVR. Des conférences régionales ont été organisées afin de permettre aux régions les plus affectées de donner leur opinion sur les processus sociopolitiques de la CVR; des expositions et des représentations artistiques ont eu lieu afin de susciter l'intérêt du public. Les partenaires ont également tenu un séminaire plus général sur la justice transitionnelle, en vue d'ouvrir le dialogue sur l'efficacité des CVR dans le renforcement de la démocratie et celle de la justice transitionnelle en matière d'inégalité, de pauvreté et d'exclusion. Ce séminaire a également été l'occasion de faire intervenir les principales parties prenantes sur la violence au Pérou et les stratégies d'atténuation fondées sur les politiques. Un livre sur les thèmes abordés a ensuite été publié.

À PROPOS DES FONDS DE CONTREPARTIE

En 2011, l'Initiative Think Tank a mis en place le programme de fonds de contrepartie comme autre source de soutien financier. Ces fonds soutiennent les efforts des think tanks financés par l'ITT pour accomplir leurs objectifs à long terme, et favorisent l'apprentissage et la collaboration entre pairs.

INSTITUTIONS PARTICIPANTES

Ce projet a été mené par l'IEP, en collaboration avec l'Université Antonio Ruiz de Montoya (UARM) et l'Institut de la démocratie et des droits de l'homme de l'Université catholique pontificale du Pérou (IDEH-PUCP).

ACTION ET RAISONS D'AGIR

À l'occasion du dixième anniversaire de la publication du rapport final de la Commission de la vérité et de la réconciliation, un séminaire intitulé « Les politiques de la justice transitionnelle » a été organisé par l'IEP en collaboration avec l'UARM et l'IDEH-PUCP. Les objectifs de ce séminaire, qui s'est tenu à Lima du 20 au 22 août 2013, étaient de faire le point sur les progrès réalisés au Pérou ces dix dernières années, d'identifier le travail qui reste à accomplir dans les domaines de la justice, de la réforme gouvernementale et des droits des victimes, et d'engager une réflexion critique sur les commissions de vérité en général en tant que modèles pour la justice transitionnelle ainsi que sur leur efficacité dans la consolidation du processus démocratique.

La promotion de l'événement a essentiellement été médiatisée par les réseaux sociaux. En complément, des affiches ont été imprimées et des cartons d'invitation envoyés aux institutions telles que les ambassades, les universités, les membres du Congrès et d'autres figures publiques. Une adresse de courriel a également été créée pour répondre aux questions et aux diverses demandes.

Pendant le séminaire, une équipe de l'*International Center for Transitional Justice* (ICTJ) a diffusé l'événement en direct sur Internet. Les équipes de communication de l'IEP et de l'IDEH-PUCP ont complété cette couverture médiatique sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter).

RÉSULTATS

Le séminaire a été un énorme succès. L'accueil du public a été très positif. 200 à 250 personnes y ont assisté physiquement chaque jour. De plus, environ 400 personnes par jour ont pu suivre le séminaire en direct sur le site Web de l'ICTJ.

L'assistance ne comptait pas seulement des experts nationaux et internationaux; l'IEP et ses partenaires ont également réussi à faire participer le gouvernement. Les discours d'ouverture ont eu lieu dans les locaux du ministère de la Culture et la ministre a elle-même inauguré l'événement. Les discours d'ouverture ont été prononcés par Juan Méndez, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, et par Elizabeth Jelin, spécialiste éminente dans le domaine de la mémoire et de la répression en Amérique latine. Des experts internationaux dans le domaine des droits de l'homme, de la violence et de la mémoire ont participé aux groupes de discussion, dont Leigh A. Payne de l'Université d'Oxford, Christiane Wilke de l'Université Carleton au Canada, Steve Stern de l'Université du Wisconsin et Emilio Crenzel de l'Université de Buenos Aires. S'ajoutaient en outre à la liste des participants de nombreux intellectuels péruviens et péruvianistes de renom, d'anciens membres de la CVR, et des représentants d'organisations formées par des victimes, telles que le Mouvement citoyen « Para que no se repita » (Plus jamais ça). La participation de personnalités éminentes et si diversifiées a permis un échange d'idées d'un très haut niveau.

Le séminaire, tout comme les entretiens avec les intervenants, ont fait l'objet d'une vaste couverture par les médias les plus importants du pays : des journaux tels que *El Comercio* et *La República*, des émissions à la radio péruvienne et d'autres sites Internet d'information tels que *Espacio 360*, *La Mula* et *Spacio Libre*, entre autres.

Dix ans après la publication du rapport final de la CVR, la forte participation au séminaire et sa vaste couverture médiatique montre le vif intérêt qui subsiste pour les questions relatives au conflit armé interne,

ainsi que la nécessité de clarifier les faits et de mener une réflexion critique sur l'histoire récente et actuelle du pays. En ce sens, le séminaire a constitué une avancée notable, en plaçant ce sujet de manière plus catégorique dans l'agenda public.

PROCHAINES ÉTAPES

Une vidéo des exposés des intervenants et des discours d'ouverture est actuellement en cours de préparation et sera postée sur le site Web de l'IEP afin de les rendre accessibles à encore plus d'universitaires, d'étudiants et de personnes intéressées.

Pour les institutions qui l'ont organisé, le séminaire a représenté une occasion unique de consolider les réseaux de coopération. La présence d'experts internationaux a permis de renforcer les réseaux d'échanges académiques existants et d'en créer de nouveaux. Les membres qui ont participé à l'organisation du séminaire continuent de se réunir régulièrement pour travailler à la publication des articles qui ont été présentés et préparer le programme de futures recherches conjointes à partir des sujets et des questions les plus importants soulevés lors du séminaire.

Ce séminaire a aussi mis en évidence la nécessité de proposer davantage de formations théoriques et méthodologiques aux jeunes qui souhaitent plus tard intervenir dans ce domaine. Des propositions pour remédier à ces lacunes en matière de formation et de savoirs sont en cours de préparation.

Pour l'IEP, le séminaire a été l'occasion de renforcer son engagement vis-à-vis de la consolidation de la démocratie dans une société sortant d'un conflit, qui est l'un de ses principaux domaines d'intérêt. La couverture médiatique de l'événement et la participation du ministère de la Culture témoignent de l'efficacité avec laquelle l'IEP s'engage et est entendu du public ainsi que des plus hautes instances décisionnelles de l'exécutif.